



**Mardi 23 novembre 1954,  
 à 10 h. 50**

**New-York**

**SOMMAIRE**

Hommage à la mémoire de M. Andreï Vychinsky .....	Pages 149
Point 50 de l'ordre du jour:	
Juridiction criminelle internationale: rapport du Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale	149

**Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR**  
 (Cuba).

**Hommage à la mémoire de M. Andréï Vychinsky**

1. Le **PRESIDENT**, parlant au nom de la Commission aussi bien qu'en son nom personnel, exprime à la délégation de l'URSS ses condoléances les plus sincères à l'occasion de la mort soudaine de son chef, M. Andréï Vychinsky, dont la disparition représente une perte cruelle non seulement pour son propre pays, mais pour l'Organisation des Nations Unies, aux travaux de laquelle il avait pris une part si active.
2. M. **CHAUMONT** (France) déclare que M. Vychinsky a servi fidèlement son pays en lui consacrant toutes les ressources de son grand talent, tout en affirmant sa foi dans les idéaux de paix et de coopération internationale. M. Vychinsky n'était pas seulement un homme d'Etat et un diplomate remarquable; il était aussi un juriste éminent et l'auteur de précieux ouvrages sur le droit interne et sur le droit international.
3. M. **Chaumont** prie le représentant de l'URSS de transmettre le témoignage de sympathie de la délégation française au gouvernement et au peuple de l'Union soviétique ainsi qu'à la famille de M. Vychinsky.
4. M. **TARAZI** (Syrie), M. **KATZ-SUCHY** (Pologne), M. **TRIKUMDAS** (Inde), Sir **Gerald FITZMAURICE** (Royaume-Uni), U **HTUN TIN** (Birmanie), M. **AMADO** (Brésil), M. **PECHOTA** (Tchécoslovaquie), M. **MAURTUA** (Pérou), M. **SAPOJNIKOV** (République socialiste soviétique d'Ukraine), M. **TEKLE** (Ethiopie), M. **NANDY** (Pakistan), M. **ROLING** (Pays-Bas), M. **BRUNER** (Yougoslavie), M. **MAHONEY** (Etats-Unis d'Amérique), M. **ABOUCKEVITCH** (République socialiste soviétique de Biélorussie), M. **ALEFI** (Afghanistan), M. **AKANT** (Turquie), M. **SPIROPOULOS** (Grèce), M. **OLAVARRIA GABLER** (Chili), M. **GALLEGOS** (Equateur), M. **EL ERIAN** (Egypte) (au nom des pays arabes), M. **CASTAÑEDA** (Mexique), M. **ANAYA** (Colombie), M. **WIKBORG** (Norvège) (au nom des pays scandinaves), M. **AYCINENA SALAZAR** (Guatemala) et M. **GALVAN** (République Dominicaine) s'associent aux condoléances présentées à la délégation de l'URSS.
5. M. **P. D. MOROZOV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) est profondément sensible aux

témoignages de sympathie du Président et des différentes délégations, à qui il donne l'assurance qu'il transmettra leurs condoléances, et qu'il remercie d'avoir rendu hommage à la mémoire d'un homme qui laisse dans le cœur de ses compatriotes un souvenir impérissable.

**POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Juridiction criminelle internationale: rapport du  
 Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale (A/2645)**

**DISCUSSION GÉNÉRALE**

6. M. **ROLING** (Pays-Bas), Rapporteur du Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale, désire, avant de présenter le rapport du Comité (A/2645), rendre hommage à la mémoire de M. **George Maurice Morris**, qui avait présidé le Comité, ainsi que le Comité de Genève, et dont la mort prématurée, il y a trois mois, est vivement ressentie par tous ceux qui l'ont connu.
7. Après avoir brièvement retracé l'historique de la question, M. **Röling** déclare que, lorsque le Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale a procédé à un nouvel examen du projet de statut pour une cour criminelle internationale, il s'est préoccupé de nombreuses questions de détail. Sans vouloir minimiser l'importance de ces questions, M. **Röling** fait observer, en sa qualité de rapporteur du Comité de 1953, qu'il ne faudrait les étudier qu'après avoir résolu les questions suivantes: une cour criminelle internationale devrait-elle être créée à l'heure actuelle? Serait-il possible de la créer en l'état présent des relations internationales? Enfin, la création d'une cour de cette nature est-elle souhaitable, en ce sens que ses avantages l'emporteraient sur ses inconvénients?
8. Au Comité de 1953, les opinions ont été partagées: certains ont soutenu que, dans les circonstances actuelles, une cour criminelle internationale serait nécessairement imparfaite et, partant, serait plus nuisible qu'utile; d'autres, en revanche, ont affirmé qu'il valait mieux créer une cour dotée de pouvoirs limités et lui donner la possibilité de se former peu à peu que de n'en point créer du tout. Malgré cette divergence de vues, les membres du Comité ont reconnu que les travaux préparatoires qui avaient été effectués étaient suffisants pour que l'Assemblée générale puisse décider des mesures à prendre, éventuellement, en vue de la création d'une cour criminelle internationale.
9. Le Comité de 1953 s'est acquitté des travaux techniques qui lui avaient été confiés. Il appartient maintenant à l'Assemblée générale d'examiner si le moment est réellement venu—comme la délégation néerlandaise en est convaincue, pour les raisons qu'elle exposera par la suite—de créer la cour en question. L'élément principal dont l'Assemblée générale devrait

tenir compte est la mesure dans laquelle les Etats Membres sont disposés à s'engager dans une telle entreprise. La discussion générale qui est sur le point de s'ouvrir à la Sixième Commission est donc de la plus haute importance, car elle offrira aux gouvernements des Etats Membres l'occasion de préciser leur attitude et permettra de dégager le sentiment dominant.

10. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) rappelle qu'à la septième session de l'Assemblée générale, en 1952, la délégation du Venezuela s'est prononcée contre la création d'une cour criminelle internationale. A la même session, le Venezuela a été désigné pour faire partie du Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale, et, malgré la position qu'il avait adoptée, il a accepté de collaborer à l'étude du problème. En participant aux délibérations du Comité de 1953, le Venezuela ne s'est cependant engagé à accepter aucune des décisions adoptées, et il persiste à penser que les relations internationales n'en sont pas encore venues à un point où l'on puisse créer une cour criminelle internationale.

11. Comme l'a fait observer le représentant des Pays-Bas, la première question à trancher est celle de savoir s'il est souhaitable de créer cette cour. Cette question est d'une importance absolument fondamentale, et, en l'état actuel des choses, dire qu'elle a déjà reçu une réponse affirmative n'est pas un argument décisif. Il est possible que, depuis que cette réponse a été donnée, de nouveaux éléments se soient fait jour et que certaines difficultés que l'enthousiasme avait dissimulées au Comité de 1953 soient maintenant apparues. Les résultats importants qu'a obtenus le Comité de 1953 ne portent que sur la forme et sur des questions accessoires; les difficultés touchant au fond demeurent pour le moins aussi grandes qu'auparavant. On pourrait même soutenir qu'après l'échec auquel se sont récemment heurtées les tentatives faites en vue de définir l'agression et de rédiger un projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, les obstacles à surmonter pour parvenir à une solution satisfaisante sont plus considérables encore. Même si le texte révisé du projet de statut pour une cour criminelle internationale qui figure à l'annexe du rapport du Comité de 1953 (A/2645) et d'autres instruments encore peuvent être irréprochables du point de vue technique, il est néanmoins impossible d'aboutir à un résultat tant que les Etats continueront à se montrer jaloux de leur compétence nationale et ne seront disposés à renoncer à aucun des principes qui leur sont chers, celui de la territorialité du droit pénal par exemple.

12. Pour d'autres raisons encore, la création d'une cour criminelle internationale n'est pas souhaitable. Il est par exemple difficile de déterminer quel serait le but de la cour. L'article premier du texte révisé du projet de statut mentionne les "crimes de droit international généralement reconnus". Non seulement le terme "généralement" est beaucoup trop vague, mais encore des divergences de vues profondes se sont manifestées sur le sens de l'expression "crimes de droit international". L'article 2 ajoute à la confusion, en disposant que la cour appliquera "le droit international, y compris le droit pénal international". S'il existe vraiment des crimes de droit international, il semble normal qu'une cour criminelle internationale applique le droit pénal international, et la disposition de l'article 2 paraît superflue.

13. On en vient inévitablement à se demander quels seraient les crimes internationaux que la cour aurait à juger. Le Comité de 1953 a lui-même reconnu (A/2645, par. 57) que l'expression "crimes de droit international" était assez vague. Quelques membres ont insisté pour que la cour ne juge que les crimes de droit international prévus par des conventions, étant donné que le droit pénal international coutumier n'était pas encore suffisamment développé. M. Pérez Perozo voit mal quels crimes la cour serait appelée à juger. Elle n'aurait probablement pas à connaître des crimes ordinaires dont la répression intéresse la société internationale, tels que le trafic des stupéfiants, la traite des êtres humains et d'autres crimes du même genre, pour lesquels on trouve dans les législations nationales et dans les instruments internationaux des dispositions satisfaisantes. Les crimes de cette nature ne suffisent certainement pas à justifier la création d'une cour criminelle internationale, dont la procédure serait certainement plus complexe que celle qui est déjà en vigueur. Le représentant du Venezuela pense que la mission principale de la cour ne serait pas de juger ces crimes, et cette façon de voir est confirmée par le fait que la proposition faite au Comité de 1953 par les représentants de la Belgique et de la France et tendant à attribuer compétence à la cour "non seulement pour juger les crimes de droit international, mais aussi les crimes de droit interne dont la répression présente un intérêt international" (A/2645, par. 53), a été rejetée, en grande partie parce qu'elle allait à l'encontre du but essentiel de la cour, qui est de juger les crimes de droit international (A/2645, par. 54).

14. On est donc amené à conclure que les actes que la cour aurait à juger sont les actes que les statuts et les jugements des tribunaux internationaux militaires qualifient de crimes, ou qu'une interprétation de ces instruments permet de considérer comme tels. Or, l'une des questions dont la Sixième Commission a décidé d'ajourner l'examen est précisément celle de la définition de ces crimes. En outre, même pour un crime comme le génocide, que l'Assemblée générale a qualifié de "crime de droit des gens" dans sa résolution 96 (I), la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par la suite, a reconnu qu'il relevait des tribunaux nationaux. La compétence de la cour envisagée serait donc si limitée que la création d'un rouage aussi délicat ne se justifierait pas. On pourrait même soutenir, et ce serait là une hypothèse extrême, que la cour serait créée en prévision d'une guerre. Le Comité de 1953 a lui-même fait observer qu'"il est probable qu'après une guerre ... la cour serait saisie plus que jamais de nombreuses affaires" (A/2645, par. 98).

15. Quant aux méthodes que l'on pourrait adopter pour créer la cour criminelle internationale, le Comité de 1953 envisage quatre solutions possibles. Premièrement, on pourrait amender la Charte des Nations Unies; deuxièmement, on pourrait conclure une convention multilatérale; troisièmement, l'Assemblée générale pourrait adopter une résolution; quatrièmement, enfin, selon la proposition des Etats-Unis, on pourrait envisager une résolution de l'Assemblée générale suivie de conventions.

16. De ces quatre méthodes, celle qui consiste à amender la Charte paraît être celle qui rencontre le plus de faveur. Mais on peut reprocher à cette solution d'être inapplicable, en raison du droit de veto dont jouissent les membres permanents du Conseil de sécurité. Toute-

fois, aucune des autres méthodes ne doterait la cour d'une autorité suffisante; aussi ne devrait-on pas considérer comme insurmontable l'obstacle résultant du droit de veto. L'opinion des Etats peut changer; les débats récents sur le désarmement, sur les projets de pactes relatifs aux droits de l'homme et sur la liberté de l'information l'ont prouvé. En outre, pour ce qui est de la création de la cour, il n'y a guère de différence entre un amendement de la Charte et une convention multilatérale. Les quatre manières de mettre en œuvre la méthode consistant à amender la Charte (A/2645, par. 31) n'ont qu'un intérêt théorique, et il est vain de les examiner tant que l'on ne connaît pas l'attitude des membres permanents du Conseil de sécurité. On ne pourrait connaître cette attitude qu'à l'occasion d'une conférence sur la revision de la Charte.

17. La création de la cour par une résolution de l'Assemblée générale est la méthode qui a recueilli le moins de suffrages. On peut faire valoir contre cette méthode un argument qui suffit à l'écarter: il existe en effet une disproportion entre le seul pouvoir de persuasion d'une résolution de l'Assemblée générale et l'importance de l'organe à créer. On a fait valoir que l'Article 22 de la Charte autorise l'Assemblée générale à créer les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Cependant, l'Assemblée n'a aucun pouvoir judiciaire, et son activité concerne la coopération internationale et non les individus eux-mêmes. De plus, la cour ne pourrait aider qu'indirectement l'Assemblée à maintenir la paix et la sécurité. Le Comité de 1953 a même déclaré que la juridiction criminelle internationale, loin d'être un facteur nécessaire au maintien de la paix, risquerait souvent de réduire les possibilités de paix en faisant obstacle aux démarches de conciliation politique (A/2645, par. 39).

18. La méthode proposée par la délégation des Etats-Unis au Comité de 1953 (A/2645, par. 45) n'est pas à proprement parler une méthode nouvelle, mais une variante de la méthode de création de la cour par voie de résolution. La seule différence réside dans le fait qu'une cour créée par une résolution serait constituée dès que ladite résolution aurait été approuvée, tandis que selon la méthode préconisée par les Etats-Unis, la cour ne serait constituée qu'au moment où un certain nombre d'Etats lui auraient attribué compétence par voie de convention, de compromis ou de déclaration unilatérale. S'il est vrai que, dans le premier cas, il pourrait se faire que la cour ainsi constituée soit privée de toute compétence, il n'en est pas moins vrai que dans le second cas on risque d'aboutir à un résultat non moins décevant, car il pourrait se faire que les divers Etats qui deviendraient parties au statut de la cour lui attribuent compétence pour des crimes différents. Si l'on appliquait la méthode proposée par les Etats-Unis, de nombreuses années pourraient s'écouler avant que la cour ne devienne un organe judiciaire en mesure de fonctionner. En outre, contrairement à ce qui se passerait si l'on avait recours au mode de création par une simple résolution, cette méthode ferait dépendre la constitution finale de la cour de la bonne volonté des Etats. M. Pérez Perozo fait observer à ce propos que les Etats sont parfaitement libres de conclure une convention multilatérale sans qu'il faille au préalable adopter une résolution. Une conférence de plénipotentiaires, convoquée dans des circonstances normales, permettrait d'arriver au même résultat sans prêter aux mêmes critiques.

19. Quant aux relations possibles entre la cour et l'Organisation des Nations Unies, l'idéal serait que le nouvel organe soit absolument indépendant de tout autre. On ne peut guère compter arriver à ce résultat si l'on se rallie à la méthode qui consiste à amender la Charte, car la cour serait alors dans la même situation que tous les autres organes principaux des Nations Unies. Si, au contraire, la cour était créée en tant qu'entité entièrement distincte par une résolution ou par une convention, les Etats qui ne sont pas en faveur de sa création pourraient éviter de se trouver eux-mêmes — et de mettre l'Organisation des Nations Unies tout entière — dans une situation embarrassante.

20. Le projet de statut révisé préparé par le Comité de 1953 représente une très grande amélioration par rapport au texte initial (A/2136, annexe I). Cette amélioration réside surtout dans la suppression de l'ancien article 28, des alinéas *a* et *b* de l'article 29 et de cet incroyable article 52, aux termes duquel le Secrétaire général aurait eu l'ingrate tâche d'intervenir dans l'exécution des condamnations.

21. Tout ce que la Sixième Commission peut faire pour l'instant, c'est d'ajourner l'examen de la question de la cour criminelle internationale. Il est regrettable que la Sixième Commission soit amenée à prendre consécutivement trois décisions négatives, mais il faut tenir compte des réalités de la situation internationale. La forme dans laquelle on pourrait recommander le renvoi de la discussion ressemblerait certainement beaucoup à celle de la résolution par laquelle on a ajourné la discussion sur le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Toutefois, il ne serait pas nécessaire de rappeler encore une fois l'ajournement de la question de la définition de l'agression. De plus, il serait peut-être judicieux de ne pas reprendre l'examen de ce problème avant la douzième session de l'Assemblée générale. On disposerait ainsi d'un délai supplémentaire d'un an que l'on pourrait consacrer à la réflexion et durant lequel les gouvernements seraient en mesure d'examiner tous les aspects du débat sur le projet de code, qui aura eu lieu à la onzième session. La délégation du Venezuela appuiera toute proposition dans ce sens.

22. Sir Gerald FITZMAURICE (Royaume-Uni) partage sur bien des points l'avis du représentant du Venezuela, et rend hommage au Comité de 1953 pour une juridiction criminelle internationale, dont le rapport (A/2645) est remarquable, et qui a présenté, pour la création de la cour criminelle internationale, un plan qui, sous l'angle théorique, comporte beaucoup d'avantages.

23. Le représentant des Pays-Bas a déjà soulevé la question de savoir si le moment était venu de créer une cour de cette nature. On peut aussi se demander s'il serait judicieux de prendre une décision avant d'être allé plus loin en ce qui concerne les deux questions connexes de la définition de l'agression et du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Comme l'a fait observer le représentant du Venezuela et comme le Comité de 1953 l'a constaté au paragraphe 53 de son rapport, on ne voit pas très bien quel droit la cour appliquerait. On peut naturellement faire valoir que la cour pourrait appliquer le droit international tel qu'il ressort du statut et du jugement du Tribunal de Nuremberg et des enseignements des juristes qui font autorité en matière de droit international, mais il faut reconnaître que cette question du

droit applicable reste incertaine. La discussion sur le projet de code des crimes, qui constituerait l'un des éléments du droit que la cour aurait à appliquer, a montré les grandes divergences de vues qui existent en ce qui concerne tant le principe fondamental que les questions de détail. En outre, ainsi que le représentant de la France l'a fait observer au cours de la discussion sur le projet de code (422<sup>ème</sup> séance), ce code devrait comprendre des dispositions concernant les moyens de mise en œuvre et les peines à infliger.

24. Il y a deux sortes de crimes dont la cour criminelle internationale pourrait être appelée à s'occuper: les crimes de guerre au sens strict, c'est-à-dire les crimes commis à l'occasion de la guerre principalement par les forces armées des belligérants, et les crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. La délégation du Royaume-Uni, dont les idées sur la question sont exposées à la section 9 du document A/2186, estime qu'il ne serait guère utile que la communauté internationale crée une cour criminelle internationale qui n'aurait à connaître que des crimes de guerre, que peuvent mieux juger les tribunaux nationaux ou militaires ou des tribunaux spéciaux comme ceux de Nuremberg et de Tokyo. L'objection selon laquelle les tribunaux spéciaux sont composés de juges appartenant aux pays vainqueurs et risquent donc fort de ne pas être impartiaux, n'est pas justifiée, comme l'ont montré les procès de Nuremberg et de Tokyo. En tout cas, on peut obvier à cette difficulté en adoptant une disposition stipulant que la totalité ou une partie au moins des juges doivent être des ressortissants de pays neutres. Il y a toutefois une objection plus grave, qui vaut aussi bien pour les tribunaux permanents que pour les tribunaux spéciaux, à savoir que, dans la pratique, après une guerre, il ne serait possible de traduire en justice que les criminels de guerre ressortissants des pays vaincus. C'est malheureusement vrai, et l'Assemblée générale doit voir les choses avec réalisme. Il s'ensuit que c'est seulement à propos de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité que la création d'une cour criminelle internationale permanente se justifierait, si toutefois elle peut se justifier. Une question est capitale, concernant la création de la cour: celle-ci sera-t-elle habilitée à juger les crimes en question? Dans les projets qu'ils ont élaborés, le Comité de Genève et le Comité de 1953 ont eu parfaitement raison d'envisager que seuls les individus seraient traduits en justice. De l'avis de la délégation du Royaume-Uni, cependant, des crimes tels que le génocide ou le fait

de préparer et de déclencher une guerre d'agression mettent en cause la responsabilité des Etats et non celle des individus. Les individus impliqués dans de tels crimes ne seraient dans tous les cas que les exécutants d'une politique ou agiraient sur les ordres de leur gouvernement, qui, très vraisemblablement, ne livrerait pas ses ressortissants à la justice internationale, sauf dans des circonstances spéciales, après une révolution, par exemple. Ainsi, la cour serait empêchée par les circonstances d'exercer ses fonctions les plus importantes.

25. Même si l'on pouvait surmonter ces difficultés, la cour ne s'en heurterait pas moins à de nombreux problèmes techniques: il faudrait par exemple arrêter les criminels et les traduire en justice, trouver et citer les témoins, et exécuter les sentences; pour résoudre ces problèmes, la cour aurait besoin de la collaboration des Etats intéressés. Le Comité de 1953 a reconnu dans son rapport l'existence de ces problèmes et l'importance de la coopération des gouvernements. Il s'agit de savoir non seulement s'il est théoriquement possible de créer une cour — le Comité de 1953 a prouvé que cela était possible — mais encore si, dans la pratique, la cour serait en mesure de fonctionner efficacement.

26. La délégation du Royaume-Uni estime qu'il n'y a guère de raisons qui permettent de penser que les gouvernements seraient actuellement ou dans un proche avenir disposés à apporter à la cour la collaboration nécessaire pour lui permettre de fonctionner normalement: aucun gouvernement, même parmi ceux qui ont appuyé avec le plus d'enthousiasme l'idée d'une juridiction criminelle internationale, n'a indiqué qu'il était disposé à prendre des engagements à cet égard, soit unilatéralement, soit multilatéralement. Le représentant du Royaume-Uni reconnaît, avec les représentants des Pays-Bas et du Venezuela, qu'avant de prendre une décision, l'Assemblée générale doit chercher à savoir dans quelle mesure les gouvernements seraient prêts à collaborer. Avant que les gouvernements puissent prendre des engagements sur ce point, ils doivent avoir toute la documentation nécessaire sur la question, concernant non seulement le mode de création de la cour, mais aussi la compétence de celle-ci et le droit qu'elle appliquerait. Ces problèmes sont indissolublement liés aux questions de la définition de l'agression et du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, et ne peuvent être résolus isolément.

La séance est levée à 13 heures.